

# Présentation

Aurélie Tavernier<sup>1</sup>

Université de Paris VIII &  
Centre d'études sur les médias, les technologies et l'inter-  
nationalisation (CÉMTI, ÉA 3388)

« *Ce que la science trouve n'est pas ce que l'idéologie donnait à chercher* ».

Georges Canguilhem, 1993 : 40,  
*Idéologie et Rationalité dans l'histoire des sciences de la vie*,  
Paris, Librairie philosophique J. Vrin.

Si nous osons le terme de « scientisme(s) » pour l'intitulé de ce numéro, c'est qu'un certain nombre de débats récemment médiatisés pose de façon urgente aux chercheurs la question de la responsabilité qu'ils prennent à titre individuel, et qu'ils engagent à titre collectif, lorsqu'ils rendent public un discours sur le réel au nom du savoir qui l'a constitué. Que l'on s'indigne de l'utilisation de la recherche médicale pour le dépistage précoce de la déviance ; que l'on s'inquiète de la validation ministérielle de la psychologie comportementale, ou de la méthode syllabique d'apprentissage de la lecture, sur foi d'argumentaires neuro-scientifiques ; que l'on sursaute lorsque la parole du psychanalyste couche sur le divan médiatique l'inconscient d'un ministre dont le lapsus trahira la *psyché* autant que la stratégie politique ; que l'on redoute, enfin, la caution de la statistique ou de la criminologie offerte à l'action politique : ce qui pose question, ce sont bien les justifications que fournissent des savoirs convertis en arguments d'autorité ; c'est le risque d'ériger des sciences prises pour exactes en sciences d'État ; c'est l'abus qui consiste à prendre les savoirs des sciences sociales pour des interprétations positives, voire pour des lois an-historiques.

L'ambition de ce numéro n'est pourtant pas de refléter un état des dérives de la science et du savoir dans l'espace public, mais plutôt de mettre en question les *processus* de leur élaboration et de leur dispersion : il s'agit, de la sorte, de s'intéresser non pas aux *déformations*, mais aux *formations* du social et du politique pour lesquelles des savoirs, à visée ou à prétention scientifique, sont mis en circulation – et à contribution. À quel type de validations, de représentations doxiques, d'usages normatifs et prescriptifs du discours de la science

---

<sup>1</sup> aurelie.tavernier@univ-paris8.fr

assiste-t-on ? De quels arguments d'autorité les paroles de scientifiques sont-elles constituées et surtout, constitutives ? Quelles sont les dynamiques de médiation, les scènes de représentation, les acteurs et les enjeux des réappropriations qui accompagnent la circulation des savoirs scientifiques, depuis l'espace où ils ont été produits vers ceux, distincts mais non étanches, du politique et des médias ?

Ne pas trancher *a priori* entre le ou les scientisme(s), c'est alors tenter de récupérer une marge de manœuvre. C'est une manière de cesser de fermer les objets, et d'ouvrir plutôt la réflexion par la confrontation des disciplines et des théories – c'est-à-dire, étymologiquement, des « points de vue ». Peut-on parler, dans une perspective épistémologique, *du* scientisme comme d'une propriété particulière de la science, ou d'une attitude du corps social et politique à son endroit ? Une lecture en pluralité est-elle au contraire préférable, en partant d'analyses empiriques situées donnant à voir la diversité des arènes, des acteurs et des rhétoriques qui participent *des* scientismes ? Laisser cette question ouverte, c'est aussi une manière de ne pas, ou justement de ne plus chercher à établir *la* vérité par vérités scientifiques interposées : on espère plutôt, grâce aux contributions d'auteurs issus de divers champs disciplinaires, œuvrer à rétablir un dialogue et une incertitude nécessaires, de manière à questionner moins des frontières établies que des points de passage, entre les sciences exactes et les sciences sociales, mais aussi entre savoir et pouvoir, entre les usages et les abus des sciences, entre une politique et des politisations du savoir. Par-delà la diversité des objets traités et des points de vue disciplinaires que l'on lira au fil des pages, l'attention portée aux discours et à leurs présupposés semble constituer l'un de ces points de passage : parce que tout discours est le produit d'une transaction, l'analyse des dispositifs et des instances discursifs où le(s) scientisme(s) s'incorpore(nt) permet aux auteurs de tenir compte de configurations historiquement situées, et d'éviter l'opposition quelque peu stérile et teintée d'immanence entre la « pureté » de la science et « l'impureté » scientiste. S'il fallait donc, pour les présenter, réunir les textes qui suivent sous l'égide d'un même questionnement, nous emprunterions volontiers à Alain Badiou cette formulation : *de quoi le scientisme est-il le nom ?*

Car c'est bien d'abord de « *discours sur* » la science qu'il est précisément question dans le terme même de « scientisme », dont la désinence, rappelle Roselyne Ringoot, dit à elle seule la connotation péjorative par rapport à un idéal *a priori* dénaturé. L'origine philosophique du mot renvoie « *le scientisme* » à une « *attitude* », consistant à attendre de la science qu'elle résolve les problèmes métaphysiques et moraux de l'existence : faut-il alors y voir une prétention démiurgique à l'égard de la science, ou à l'inverse une limitation drastique de l'horizon scientifique, réduit à fournir des réponses immédiates à la société ?

L'intérêt programmatique de cette première contribution est justement de montrer que ces deux propositions ne sont pas antagonistes : le scientisme peut d'autant mieux prospérer qu'il entretient l'ambivalence permettant de justifier, au nom de la science comme idéal universel, les opinions et les croyances particulières qui se réclament de sa toute-puissance. L'investigation lexicologique à laquelle se livre l'auteure permet alors de lever le voile sur le flou ontologique opportun qu'entretient le scientisme à l'égard de la science : au gré des terminologies qui, du « *scientisme* » à la « *croyance* », font office d'antonymes à la définition *exacte* de « *la science* », on voit que c'est peut-être dans la présupposition d'une intégrité discursive que peut le mieux se nicher la réification des énoncés scientifiques. En prenant le « *scientisme* » au mot, Roselyne Ringoot rappelle ainsi, dans la lignée des travaux de Michel Foucault, que la pureté supposée originelle de la science s'accommode fort mal du principe de « *dispersion* » des discours, principe auquel n'échappent pas ceux de la science qui, pour pouvoir se constituer comme telle, participe nécessairement *au* et *du* contexte social, politique et culturel. Il importe dès lors d'analyser non pas la dénaturation des discours scientifiques versés dans l'Espace public, mais « *au contraire d'analyser les enchevêtrements de processus et de dispositifs qui font circuler les énoncés entre différentes arènes, plus ou moins savantes* »<sup>2</sup>.

Si le scientisme peut être tenu pour un discours sur la science, il y a du barbare en lui : parce qu'il s'ignore comme tel, et confond de la sorte son objet avec ses propres prétentions à l'universalité et à l'exactitude. La genèse du positivisme contient à laquelle se livre Frédéric Dupin s'empare de cette forme d'absolutisation, de « *la* » science mais aussi « *du* » scientisme, singulièrement pensé contre elle – tout contre. En questionnant l'idéal de certitude et de saisie immédiate du réel au regard de l'œuvre philosophique d'Auguste Comte, sa contribution montre d'abord ce que la critique du positivisme comporte elle-même d'impensés et de raccourcis, jusqu'à tenir parfois pour un analogon du scientisme le projet politique du philosophe – l'attitude positiviste ne consiste-t-elle pas en effet à doter la science, fût-elle sociale, d'appareils de preuve « *exacte* » ? C'est oublier, rappelle Frédéric Dupin, que la méthode du père de la sociologie positive est indissociable d'une réflexion, et d'un engagement, sur les rapports entre science, morale et politique : soit précisément ce que « *les différents régimes actuels de scientificité, et c'est là leur unité propre, semblent toujours présupposer comme disjoints* », écrit l'auteur. Son histoire du positivisme comme synthèse politique réfute alors de manière radicale la suspicion d'immanence et de sacralisation de la science trop souvent accolée à l'héritage d'Auguste Comte. Elle montre que la disjonction entre le savoir et ses inscriptions politiques, comme entre la théorie et ses possibilités opératoires, nourrit une conception irénique de « *la* » science et l'impossibilité d'en assurer l'utilité et la fonction sociales.

---

2 Berlivet, Luc, 1999 : 185-208. « Argumentation scientifique et espace public. La quête de l'objectivité dans les controverses autour des « risques de santé », in François, Bastien et Neveu, Érik (dirs.). *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains* : 193. Rennes : Presses universitaires de Rennes.

De ces deux premières contributions, il ressort aussi que le scientifique, c'est toujours l'autre : le scientisme semble être au champ de la raison scientifique ce que l'idéologie est à celui des passions politiques, suivant un même procédé de disqualification, un même procès fait à l'adversaire, accusé de dénaturer l'idéal désintéressé censé guider, aussi bien la recherche de la vérité pure, que celle du bien commun. Si nous établissons ici un parallèle entre scientisme et idéologie, c'est pour mieux poser que l'un et l'autre, sans être disjoints, ne se confondent pas : accréditer cette indistinction reviendrait à contribuer aux effets de réification de leurs antonymes positifs respectifs – la science et le politique « purs » –, dissuadant l'examen des enchevêtrements et des controverses dans lesquels tous deux prennent corps, respectivement, et relativement. C'est précisément à la démarche inverse que s'emploient les auteurs du dossier : il s'agit, en partant de dispositifs situés et de terrains polémiques, de démêler les conditions sociales, politiques, scientifiques et culturelles dans lesquelles le savoir scientifique peut rompre avec son idéologisation. L'idéologie scientifique, rappelle Roland Gori dans l'un des deux entretiens proposés ci-après, est « *un état paresseux du savoir* », auquel suffit la croyance en la possibilité d'une saisie immédiate du monde ; l'idéologisation scientifique se produit justement lorsque le savoir échoue à se déprendre de cette croyance, ce qui conduit à se méprendre quant aux fins et aux moyens scientifiques de rationalisation du réel. Distinguer l'idéologie comme état, de l'idéologisation comme processus, c'est ouvrir la possibilité d'envisager les savoirs et les énoncés scientifiques non pas comme dénués d'idéologie, mais comme constitués par elle, et objectivés d'elle ; c'est dire aussi que la prise en compte des contextes de production, de circulation et de dissémination des énoncés scientifiques est une condition nécessaire à l'analyse.

Les situations d'expertise dont s'emparent les articles d'Aurélien Tavernier et Magali Nonjon proposent ainsi de replacer les processus de politisation du savoir et de normalisation du réel au cœur des appareils conceptuels et des dispositifs instrumentaux (étatiques, médiatiques ou citoyens) de production d'un diagnostic expert. La question d'un « *pouvoir dire* » légitime, légitimant la décision politique qui trouve à s'y justifier, irrigue ces deux contributions. La première s'attache à resituer la naissance de l'expertise dans le processus de rationalisation des sociétés bureaucratiques, et de constitution des « *sciences du gouvernement* » qui participent à et de cette entreprise. Contre l'idée d'un « *pouvoir des experts* » comme propriété intrinsèque, elle interroge alors les modalités de représentation des « *paroles d'experts* » dans l'espace public, politique et médiatique. Il s'agit ainsi de montrer que si les instruments de l'expertise scientifique ne sont pas neutres, ni d'un point de vue axiologique, ni d'un point de vue politique, ils sont aussi travaillés par les usages, sociaux et symboliques, qu'en font les acteurs – qu'ils soient journalistes, décideurs, « *savants* » ou

« *profanes* ». La réflexion de Magali Nonjon porte plus précisément sur la porosité des frontières entre ces deux dernières catégories : à partir de l'observation des dispositifs de « *démocratie participative* », l'auteure montre les transactions au fil desquelles se recomposent les normes de l'expertise, ses modes de légitimation, ses conflits de définition « *comme experte* ». Loin de poser comme « naturelle » la distance entre le « *savoir savant* » des experts et celui des citoyens « *sachants* », la déconstruction de situations d'expertise participative (en l'occurrence, les instances de concertation autour des projets d'aménagement urbain) révèle les hybridations au terme desquelles la parole profane se trouve scientifié, et « *l'expertise d'usage* », professionnalisée. Le spectre du scientisme ressurgit dans la nécessité, pour les décideurs, de réduire les marges d'incertitude : c'est à leur éviction dans les processus de délibération et d'élaboration de la norme que s'attaquent, *in fine*, ces deux analyses des enjeux de l'expertise scientifique.

La contribution de Johannes Angermüller questionne également ce que font les dispositifs au corpus de la science, en observant cette fois les dynamiques de dissémination et de percolation des savoirs scientifiques dans l'espace numérique. Augmenté, hypertextualisé, « *défrontiérisé* », l'espace ouvert par les technologies de stockage et de recherche d'information scientifique conduit à une invisibilité paradoxale des discours de la science, dont les artefacts numériques (tels les trois portails et moteurs de recherche pris pour terrain dans l'article) ne livrent que le résultat brut : ces dimensions voisinent avec le constat, opéré par plusieurs auteurs, d'une réduction problématique de l'horizon scientifique à l'administration de la « *preuve* », dans des contextes d'usages spécifiques. Ici, le discours scientifique apparaît cruellement amputé des inscriptions successives et des protocoles d'élaboration progressive de la connaissance : l'attitude scientifique, précédemment envisagée comme la négation de la tension entre vérité et délibération dans les situations d'expertise, se présente ici sous les atours d'un « *panoptique* » globalisant « *la science* », au moyen de normes de classement et d'évaluation essentiellement quantitatives, dont les effets d'homogénéisation ne sont pas anodins. Il ne s'agit toutefois pas dans cet article de céder aux sirènes du déterminisme technologique : en se livrant à l'analyse méthodique de trois dispositifs numériques, Johannes Angermüller montre plutôt l'hybridation des dynamiques socio-techniques et politiques qui « *transforment les conditions sociales de la communication scientifique* », dans le droit fil de la conception foucauldienne des « *technologies de pouvoir* ». On pourra lire, dans la contribution que livre Pascal Froissart, une autre manière de questionner les effets de pouvoir symbolique des dispositifs de sémiotisation – c'est-à-dire des appareillages, socio-techniques ou ici, sémantiques, qui donnent sens et corps aux réalités qu'ils prétendent simplement héberger, ou ici, désigner. La déconstruction du syntagme d'« *emballage médiatique* » conduit ainsi Pascal Froissart à retracer l'itinéraire de cette formule à succès, dans les arènes multiples où elle se

cristallise comme signifiante. Il montre que la catégorie « *emballage médiatique* » pose opportunément un filtre homogénéisant sur les phénomènes de reprise et de « *percolation* » qu'elle recouvre, au sens propre, aussi bien dans la sphère journalistique que dans le monde scientifique. La géolocalisation du terme s'avère alors problématique, tout comme la temporalité des faits disparates qui s'y trouvent rassemblés et, en quelque sorte, lissés : des opérations de recodage *a posteriori* sont ainsi identifiables, qui montrent que « *l'évidence* » du signifiant « *emballage médiatique* » n'a d'évident que la perception quantitative qu'il autorise, sous l'effet même de sa propre réification. Établissant un parallèle entre « *les emballages médiatiques* » caractérisant des phénomènes de société, et « *les embrasements éditoriaux* » consacrant des *best-sellers*, l'auteur rappelle, avec Pierre Nora, que ces derniers ne sont jamais que « *le point d'aboutissement logique du phénomène éditorial lui-même* » : si leur existence phénoménologique précède leur désignation comme telle, « *la conscience de leur existence n'apparaît que tardivement* », écrit Pascal Froissart, pour mieux souligner ce que les réalités ainsi désignées doivent aux artefacts qui permettent leur « *exposition* », au moyen « *d'indicateurs apparemment objectifs* ».

Dans le trafic sinueux des représentations et des dispositifs censés en rendre compte, la production symbolique apparaît aussi fortement liée aux pratiques intertextuelles, dialogiques – et polémiques. Ainsi le débat sur les OGM est-il analysé par Nathalie Garric et Michel Goldberg comme « *un objet empirique* » de discours, porté dans l'espace public par des scientifiques, et déconstruit par les auteurs au moyen de l'analyse de l'argumentation et des positions énonciatives multiples qui le configurent. Ils examinent alors précisément par quels moyens et à quelles fins la « *scientificité* » peut constituer un enjeu social de légitimité, par-delà la plasticité que cette mise en scène de la science autorise à trancher : en s'intéressant à la présupposition d'une vérité des énoncés scientifiques dont se réclament les instances du débat, Nathalie Garric et Michel Goldberg montrent bien « *comment [la science] ou le(s) scientisme(s) peuvent éventuellement servir des fins diverses ou autres que le savoir lui-même* ». À leur contribution, répond celle que Michel Goldberg signe avec Maryse Souchard, pour envisager le débat sur les OGM au cœur de l'une des controverses que ce serpent de mer ne manque pas de réticuler. L'originalité de leur approche tient à la délocalisation qu'ils opèrent, en quittant le temps d'une « *fable* » les registres polémiques traditionnellement opposés en la matière : à nouveau, l'immanence de la frontière censée séparer, *a priori*, la rationalité et la vérité du discours scientifique d'une part, et les passions ordinaires de l'opinion et de la fiction, d'autre part, se trouve mise en question. Les auteurs décortiquent ainsi minutieusement les présupposés gigognes d'un texte fictionnel, qui se donne explicitement à lire comme tel, mais dont les ressorts argumentatifs puisent implicitement leur force de conviction dans la « *rhétorique scientifique* ». Cet entrelacs des registres de rationalité et des régimes

énonciatifs permet d'entrevoir de quoi se compose le « *discours social* » sur les OGM : les prémisses qui le constituent, parce qu'elles ne se hissent jamais au niveau d'hypothèses mais se présentent toujours sur le mode de l'évidence, ont toutes les chances de clore le débat, et de décourager l'entreprise critique des présumés de « *la science* ». Le dernier mot de l'article illustre à merveille cette clôture, et l'irréfutabilité que vise cet argumentaire hybride : en guise de morale, « *CQFD* ».

Dénaturaliser les catégories « pures » des énoncés scientifiques : c'est à cette entreprise que parviennent, ensemble, les contributions qui composent ce dossier. Les effets disruptifs pointés par les auteurs pour caractériser le discours scientifique se retrouvent dans la confrontation des terrains, des disciplines, des dispositifs et des genres qui composent le corpus de la science. Dans la partie « Hypothèses » réservée, en fin de numéro, aux travaux de jeunes chercheurs, les deux contributions de Zineb Benrahhal Serghini et David Pichonnaz se saisissent de ces riches perspectives. La première prête une attention particulière aux phénomènes d'écho que produit la ressource scientifique dans le cadrage d'un débat militant : en revenant sur les conditions de l'institutionnalisation du mouvement « *Ni Putes ni Soumises* », elle rend compte de « *la façon dont le discours scientifique peut servir à la fois de caution et de critique à une démarche militante, dès lors que les finalités scientifiques de la recherche varient* ». En faisant ainsi descendre le scientifique dans l'arène, et en mobilisant comme centrale la notion de « *socio-discursivité* », cette analyse réfute à nouveau l'irénisme et la pureté supposément originelle du discours scientifique, qu'elle retrace au contraire dans une interdiscursivité constitutive. Cette dimension – dont on trouvera des résonances, au fil du numéro, sous les termes de « *dispersion* », d'« *hybridation* », de « *percolation* » ou de « *discours social* » – est ici envisagée sous l'angle de la « *réception militante et médiatique* » du discours scientifique. Celui-ci peut faire l'objet d'un déni ou, à l'inverse, d'une récupération par les instances qui s'en saisissent : Zineb Benrahhal Serghini envisage ces antagonismes sous l'angle d'une dialectique. Ainsi, « *le discours scientifique n'est pas seulement une source de connaissance et de savoir, il est également une autorité sociale que les acteurs sociaux mobilisent au sein de l'espace public dans une intentionnalité stratégique* » : de la même manière, écrit l'auteure, que « *le discours militant n'est pas seulement le fruit d'une activité stratégique visant la construction de problèmes publics, il peut également être institué comme source de savoir sur les phénomènes à l'œuvre au sein d'une société ou d'un groupe social* ».

David Pichonnaz envisage lui aussi le discours scientifique comme « *ressource* » pour le cadrage d'un problème public, à partir des usages journalistiques de deux de ses représentants : le discours sociologique, et le discours criminologique. Convoqués dans l'espace médiatique à l'appui du traitement de la « *délinquance juvénile* », ces deux discours ont en commun d'offrir au travail journalistique un appareil de « *preuve* » par le chiffre : ces « *sciences sociales sont mobilisées pour*

*expliquer la délinquance juvénile en lui attribuant des causes. Elles sont dans ce cas réduites au paradigme les rapprochant le plus des sciences de la nature », l'une comme l'autre – mais aussi l'une contre l'autre. L'auteur montre en effet que les « rôles » et les « compétences » endossés par les représentants de ces disciplines diffèrent sensiblement dans l'exposé des « causes » de la délinquance – des causes qu'il faut entendre au double sens de facteur explicatif, et de défense d'une position. Dans cette analyse, la prise en compte de la configuration respective et relative des (sous-) champs de la sociologie et de la criminologie permet d'éviter le médiocentrisme, et pose la question des enjeux disciplinaires propres au travail d'information par les sciences sociales des « faits » sociaux.*

Scientisme, ou scientismes ? Cette présentation liminaire se gardera de trancher, préférant renvoyer le lecteur à la pluralité *des* configurations scientifiques, expertes, discursives, doxologiques et disciplinaires *du* scientisme, que ce numéro concilie. Et comme deux termes composent un seul titre, nous proposerons en ouverture deux entretiens plutôt qu'un seul : deux chercheurs engagés, dans leur métier, mais aussi dans la Cité. Roland Gori est l'un des initiateurs de « *L'Appel des appels* » : psychanalyste, professeur de psychopathologie à l'Université d'Aix-Marseille, auteur de nombreux essais sur les rapports entre science et psychanalyse, ou sur les logiques de causalité de la science et d'évaluation de la recherche, il partage avec notre premier interlocuteur, l'historien Gérard Noirielle, une commune « *vigilance* » face au retour de l'idéologie sous couvert d'autorité scientifique. Président du « *Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire* » (CVUH) à sa fondation, en 2005, Gérard Noirielle remet ainsi le métier à l'ouvrage, en montrant comment son « *métier d'historien* » peut être utile à la compréhension des catégories avec lesquelles on pense. Tous deux reviennent sur le projet disciplinaire qui les anime, l'un pour extraire la psychanalyse de « *l'illusion transcendante* » et des opérations d'« *idéologisation* » dont elle est l'objet, l'autre par la construction d'une « *socio-histoire* » soucieuse d'interroger la politique autant que de lutter contre les prétentions théoriciennes. Tous deux, enfin, placent au cœur de leur travail la question de la « *genèse* », des discours, et des concepts : leurs questionnements épistémologiques éclairent utilement les enjeux de représentation et de définition qui fondent une politique du savoir, à l'opposé de la réification de la science.

« *Le scientisme est un mot lourd d'histoire et de conflit* », rappelle Roselyne Ringoot en introduction du dossier : nous espérons que les contributions ici réunies pourront faire œuvre utile, en montrant ce que nos conceptions de la science et du savoir expert doivent à leurs conditions historiques et sociales d'inscription, mais aussi à la controverse et à la dispute nécessaires.